

Débat à l'assemblée plénière de la Région

Le «cauchemar» de la nouvelle route du littoral

Les débats lors de l'assemblée plénière de la Région, du 22 avril, se sont tenus autour de la nouvelle route du littoral (NRL), considérée par l'Alliance, comme «un projet pharaonique», impossible à tenir sur le plan financier.

Sur la nouvelle route du littoral, la majorité régionale assurée que les estimations de 2010 de 1,6 milliard d'euros seront tenues, en dépit de l'avis apporté par la Chambre Régionale des Comptes, qui consent l'enveloppe de 200 millions mises de côté en cas de dépassement, mais qui s'inquiète du coût de la route à terme, plus d'1,9 milliards d'euros.

1,969 milliards au lieu 1,6

Camille Sudre a dénoncé le mépris de Didier Robert vis à vis de la Chambre Régionale des Comptes, qui a plusieurs reprises alerté la Région des risques budgétaires qu'elle encourrait. Ironisant, ce dernier a dénoncé le comportement de Didier Robert: «j'ai la légitimité populaire*, donc la Chambre Régionale des Comptes je m'en lave les mains. Mais le risque c'est qu'il n'y a pas de contrôle dans la gestion publique. Le rapport de la Chambre est accablant», a-t-il indiqué.

En effet, le rapport note que «le taux moyen de dérapage des coûts sur le projet de nouvelle route du littoral porterait le projet à un montant de 1,969 milliards d'euros». Passant de 1,6 milliards à 1,9 milliard, il s'agit là «d'une évolution mécanique des prix du BTP mais comme le président à la légitimité populaire c'est donc 1,6 milliard» a expliqué l'élu de l'Alliance.

Ce dernier a d'ailleurs indiqué que l'entrée de ville de Saint-Denis n'était pas prise en compte dans l'enveloppe budgétaire initiale. Un fait approuvé par Victorin Lurel, lors de sa dernière visite à La Réunion, durant laquelle il a affirmé que la Région devrait trouver les moyens de financer cette entrée de ville, car l'Etat «ne mettra pas un centime de plus».

«Tout converge vers un fiasco»

«Tout converge vers un fiasco, aucune organisation ne valide ni le projet, ni

les estimations, ni le financement prévu», a déploré Camille Sudre, qui a assuré que «ce cauchemar va commencer» et «engager les générations futures». «C'est vous, monsieur le Président, qui êtes responsable de ça. Ce sera à 100% votre faute». D'autant plus que «la dérive des coûts de projets de la nouvelle route du littoral serait à la seule charge de la région et obligerait à de nouveaux arbitrages tant en fonctionnement qu'en investissement», a expliqué la Chambre Régionale des Comptes, dans son rapport.

Pour Didier Robert, «c'est faux aujourd'hui de vouloir faire croire que la route va coûter 2 milliards», «les écrits de la Chambre Régionale des Comptes valent valeur de vérité». Cependant, ce dernier a prévu une enveloppe de 200 millions d'euros en cas de dérapage. Preuve que les 1,6 milliard seront dépassés. Ce dernier a également assuré à Camille Sudre que les estimations faites pour la NRL, soit les 1,6 milliards viennent «des entreprises, en deux mots».

Malgré tout, les experts attestent d'un dérapage du budget alloué à la nouvelle route du littoral, avec la hausse des matières premières, le coût du BTP et les aléas, comme sur tous les chantiers.

Céline Tabou

* Au cours des débats, le président de la Région, Didier Robert a expliqué à Camille Sudre qu'il avait la légitimité populaire, de fait les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes, ne sont que des recommandations.

Motion sur la transition énergétique

Présentée par Béatrice Leperlier, la motion explique que face aux changements climatiques et à leurs impacts à La Réunion, le groupe Alliance demande au président de la Région Réunion, l'ouverture d'une concertation avec tous les acteurs concernés, et l'organisation d'une assemblée plénière extraordinaire sur le thème de la transition énergétique. D'autant plus que plusieurs événements incitent à la mise en place de cette concertation, comme la futur loi programmatique sur la transition énergétique annoncée par le gouvernement, les atouts de La Réunion en matière d'énergie renouvelable, ou encore la perspective de la Conférence mondiale sur le climat de 2015 à Paris. Tout cela «appelle une cohérence dans toutes les décisions», a précisé la jeune femme.



Il n'est pas trop tard pour arrêter ce projet mal engagé avant qu'il ne tourne au gaspillage.

L'urgence de débattre de la décentralisation

Présentée par Elie Hoarau, la motion relative à la décentralisation vise à demander au Gouvernement de «tenir compte de la situation spécifique de La Réunion, assimilable à aucune autre région de métropole et d'outre-mer» et «d'ouvrir une concertation avec les élus réunionnais afin de déterminer le cadre de la réforme territoriale à La Réunion». L'élu a rappelé les mesures engagées par le gouvernement pour trouver 11 milliards d'euros d'économies sur trois ans, en plus de 50 milliards déjà prévus. Celles-ci «ne prennent pas en compte la situation spécifique de La Réunion» alors qu'il y a «la nécessité pour La Réunion d'engager une réflexion correspondante à sa situation propre». Enfin, Elie Hoarau a expliqué que «le nouvel acte de la

Décentralisation peut constituer une opportunité à saisir pour ouvrir une nouvelle étape vers notre développement, en relevant le défi de notre double appartenance à l'Europe et à notre environnement géoéconomique».

L'urgence a été évoquée par Elie Hoarau, car «dès début du mois prochain, la ministre de la décentralisation, Maryse Lebranchu, va présenter en Conseil des ministres, un projet de réforme des collectivités territoriales». «Avant qu'elle le présente, il faut que l'on ait une vision claire sur ce qu'on veut pour La Réunion», a conclu Elie Hoarau. Une motion acceptée et adoptée par l'assemblée. Un débat devrait être organisé lors de la prochaine assemblée plénière.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr

SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

EMAIL AVIS, ABONNEMENT : avis.temoignages@wanadoo.fr

EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Après 35 ans à la tête de l'UFR, Huguette Bello refuse de passer la main à Emeline Vidot? Est-ce guérissable, Docteur?

Les médias se trompent sur Bello et colportent ses mensonges, surtout quand elle parle d'éthique politique. Par exemple, elle n'avait pas 30 ans quand Mme Amelin lui a passé la main à la tête de l'UFR. Tout le monde lui a fait confiance. Pourquoi, à son tour, ne fait-elle pas confiance? A 64 ans, qu'attend-elle pour passer la main?

Début 2013, nous étions en pleine crise dans le Parti et elle en a profité pour mettre une couche supplémentaire... elle devait se montrer plus vertueuse que la direction « canal historique » du PCR! Tiens! Tiens! Disons que c'était tendance et ça rapportait médiatiquement de taper sur le PCR et ses dirigeants. A peine avalé la galette des Rois, le 24 janvier 2013, elle a donné un point presse, pour annoncer la tenue d'une assemblée générale de l'UFR, le 10 mars à Vue Belle, à la Saline. Tous les médias étaient sensibles à l'idée qu'elle allait passer la main.

Et, le jour venu, patatra: elle déclare qu'elle rempile! Les mêmes médias annoncent la nouvelle sans le minimum d'interrogation. En effet, pourquoi ce revirement? Que s'est-il passé entre temps? Sous le slogan, « fanm la Renyon, fanm dobout », que n'a-t-elle pas fait en 35 ans qui l'oblige de s'accrocher à cette présidence « super-glu »?

En réalité, l'UFR a été instrumentalisée pour combattre la direction du PCR, puis carrément s'opposer à tout le Parti, en l'inféodant au PLR. A ce poste, c'est elle qui coupe et tranche. Impériale! L'opinion constate qu'elle aime le pouvoir et ne veut rien partager. Députée depuis 15 ans, maire depuis 6 ans, présidente de l'UFR depuis 35 ans, Présidente du PLR, sans compter ses activités de vice-présidente du TCO, de présidente de la SEDRE et autres organismes extérieurs. En un mandat municipal, tout s'est écroulé!

A qui la faute? Encore le PCR canal historique? Si elle utilise la jeune Emeline Vidot et ne lui passe pas la main, c'est encore le PCR? Si les femmes de Saint-Paul ont tourné le dos à la Présidente inamovible des Femmes, c'est encore la main invisible du PCR?

ARETE IN KOU FOUTOR! Vous ne voyez pas que c'est une maladie incurable?

J.B.

Assemblée plénière de la Région

Inquiétude sur la gestion des fonds européens

Lors de l'assemblée plénière de la Région du 22 avril, les oppositions (Alliance et Parti Socialiste) ont pointé un certain nombre d'inquiétudes quant à la gestion du Programme Opérationnel Européen (POE) par le Conseil régional pour la période 2014-2020.

Depuis le 27 janvier 2014, la Région est devenue l'Autorité de gestion du POE (Programme opérationnel européen) pour un montant de 1,139 milliard d'euros, auparavant géré par le préfet. Cette gestion suscite questionnements, remarques et inquiétudes de la part des oppositions, qui s'accordent à demander un « point d'étape sur le programme de 2007-2013 », a indiqué Maya Césari du groupe Alliance.

Une gestion préoccupante pour les oppositions

Pour Maya Césari, qu'advient-il du partenariat entre l'Etat, la Région et le Département dans la gestion du POE, qui réunit le FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) et le CTE (Coopération Territoriale Européenne). Maya Césari a rappelé que « l'Etat assumait cette autorité mais en pratique partenarial local, il s'agissait d'une gestion Etat-Région-Département. Cette entité garantissait la gestion partenariale de ces fonds ». Pour l'élue, l'avenir de l'Agence de Gestion des Initiatives Locales en matière Européenne (AGILE) est « préoccupante », car « cette structure originale faite à La Réunion, a souvent été citée en exemple auprès des autres régions européennes, qu'est ce qui garanti la poursuite de ce partenariat à La Réunion? ».

De son côté, Christine Soupramanien, du groupe Socialiste a rebondi à l'affirmation de la majorité assurant assumer « pleinement cette gestion ». « La Région devra assumer totalement la responsabilité de ce fonds, dans sa gestion et dans ses erreurs. On va dans le sens d'une plus grande responsabilité des régions, cela implique du sérieux. Mais je regrette que sur les enjeux, les oppositions n'ont pas eu de bilan étape sur les programmes en cours, et n'ont pas pu participer aux discussions sur les grandes orientations attribuées à La Réunion », a déploré l'élue socialiste. « Nous n'avons pas de détails sur ce qui va se faire », a regretté Christine Soupramanien.

Beaucoup de questions

Un regret partagé, d'autant que les avis du Conseil Economique et Social Régional (C.E.S.R) et du Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement (C.C.E.E) n'ont pas été demandés alors que « le dossier paraît suffisamment important pour avoir le regard des commissions », a indiqué Maya Césari. D'ailleurs, pour cette dernière, un doute persiste sur le transfert de l'autorité de certification du préfet à la DRFIP (Direction Régionale des Finances Publiques): « est ce légal? Pour quelles raisons ce transfert a été réalisé? » Les mêmes questionnements portent sur l'avis des Etats « nécessaire, comment vont ils être obtenus? Et comment la Région va gérer son partenariat avec les Etats tiers, en matière de coopération régionale? »

En réponse aux questions de Maya Césari et Christine Soupramanien, Didier Robert, président de la Région, a rejeté la responsabilité sur le préfet, en charge du POE entre 2007 et 2013. Une responsabilité qu'il ne tient pas à endosser, quant à l'absence de point d'étape dans la programmation. « L'autorité de gestion était à la charge du préfet, donc la Région ne peut pas être responsable des retards. La responsabilité pleine et entière est assumée par le préfet », a-t-il assuré. De fait la programmation et le bilan de la période précédente (2007-2013) ne seront pas communiqués à l'ensemble des élus de la Région, qui ont désormais la charge des fonds européens.

Des risques sur les fonds européens

Pour sa part, Elie Hoarau (Alliance) a fait part de ses inquiétudes sur les conditions ajoutées à l'attribution de la gestion du POE à la Région Réunion. Il y a une « conditionnalité macro-économique qui exige le res-

pect des 3% du PIB par la France ». « En cas de dépassement, les fonds structurels seront les premiers à diminuer dont le FEDER ». L'élue a expliqué que de nombreux économistes et organismes attestent que le gouvernement ne parviendra pas à atteindre cet objectif, imposé par Bruxelles, « ce qui veut dire que si le gouvernement ne respecte pas ses engagements les fonds du POE vont diminuer ».

" Cette situation nous rend plus responsable, car il faut connaître dans les détails quels sont les projets qui correspondent aux quatre priorités thématiques » a indiqué Elie Hoarau, qui a demandé au président de la Région, Didier Robert s'il avait « des précisions sur le fait que cette condition est toujours à l'ordre du jour, ou a peut être été supprimée par des interventions diverses ».

Une gestion douteuse

Face à ces inquiétudes, Camille Sudre (Alliance) a fustigé Didier Robert, qui « n'est pas connu pour être un bon gestionnaire ». Ce dernier a souhaité avoir des précisions sur le classement DATAR, sur lequel La Réunion « a été classée dernière l'an dernier, pour sa mauvaise gestion des fonds européens ». Les élus des oppositions (Alliance et PS) ont pointé du doigt un certain nombre de dossier, dans lesquels la suspicion demeure sur leurs gestions. SPLA Maraina, l'AFPAP ou encore d'autre Sociétés Publiques Locales (SPL).

" Le budget ne sera pas en équilibre » a assuré Camille Sudre, suivi de Maya Césari qui a expliqué qu'il n'y a pas « dans les documents présents une garantie lisible concernant le suivi des fonds européens ». Les élus de l'opposition attendent plus de réponses de la part du président de la Région, Didier Robert, qui a assuré que sa légitimité populaire prévalait sur les recommandations des chambres consultatives.

Céline Tabou

Motion concernant l'avenir de la filière canne-sucre

Présentée par Maya Césari, la motion demande au Gouvernement « de communiquer sans délai aux acteurs réunionnais l'état d'avancement de l'audit et ses conclusions dès qu'elles lui seront transmises ». En effet, le gouvernement a lancé « depuis plusieurs mois un audit sur la filière canne sucre et sur les conséquences de la suppression des quotas sucriers », notamment après la venue de Dacian Ciolos, commissaire européen en charge de l'agriculture et des annonces de l'ancien ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, sur l'avenir de la canne à sucre à La Réunion. Le groupe Alliance demande également au Gouvernement de « mettre d'ores et déjà en place dans chaque

région d'outremer un groupe de travail sur ce dossier, associant l'ensemble des acteurs ». En effet, comme le note l'Alliance, la filière est un secteur structurant dans « tous les secteurs de la vie économique et sociale, à travers les planteurs de canne, les transporteurs, des ouvriers des deux usines, le poids de ce secteur dans l'industrie réunionnaise, la valorisation énergétique, la création de valeur ajoutée, l'importance de l'exportation », etc. ... Raison pour lesquelles, « l'ensemble des acteurs réunionnais concernés doit disposer de tous les éléments pour appréhender toutes les conséquences et débattre des mesures à prendre pour faire face à la nouvelle situation ».

Intercommunalité

Maurice Gironcel élu Président du SIDELEC Réunion

Maurice Gironcel a été élu à une large majorité (128 voix sur 151 exprimés) Président du SIDELEC Réunion à l'occasion de la nouvelle assemblée constituante découlant des dernières échéances municipales et qui s'est déroulée au siège de Bel Air, à Sainte-Suzanne. Il succède à Daniel Alamérou qui n'a recueilli que 21 voix.

Trois représentants des villes composantes de ce Syndicat intercommunal d'Electricité, créé en 2000, s'étaient portés candidats pour la présidence du Sidélec Réunion: outre Maurice Gironcel (Sainte-Suzanne) et Daniel Alamérou (Bras-Panon), on notait la candidature de Victor Mnémonide, conseiller municipal de Trois-Bassins (2 voix au final). Maurice Gironcel l'a emporté avec 128 voix contre 21 au président sortant, Daniel Alamérou.

Le nouveau Président a tenu à remercier très chaleureusement, avec «force et sincérité» celles et ceux qui ont contribué à son élection.

«L'élection de ce jour m'engage à respecter l'identité de cette future assemblée dans toutes ses composantes, dans toute sa diversité, dans le cadre d'une gouvernance partagée, fidèle à une démarche que j'ai pu expérimenter, notamment à la Cinor, et qui nous a valu bien des réussites. Mes maîtres mots seront: écoute, concertation maximale, prise en compte des projets prioritaires, accord, plan d'actions, programme pluriannuel d'investis-

sement, mise en oeuvre du programme». Il n'a pas manqué de rendre hommage à Daniel Alamérou qui, a-t-il précisé, «est à la base de la création du SIDELEC au même titre que Jean-Louis Lagougue et moi-même».

Les représentants des 24 communes se retrouveront le vendredi 2 mai pour l'élection des vice-présidents et du bureau, le temps pour les différentes communes (Saint-Leu, la Plaine des palmistes, le Port, Saint-Joseph) de délibérer pour définir leur représentant.

Le SIDELEC Réunion constitue un outil d'investissement au budget de 12 millions d'euros, qui a en charge le renforcement et de l'extension de l'électrification dans les 24 communes de l'île.

L'importance de cette instance n'a pas échappé à personne, en témoigne la présence de nombreux Maires (André Tien Ah Koon, Joseph Sinimalé, Thierry Robert, Patrick Lebreton, Olivier Rivière, Marco Boyer, Olivier Hoarau, Patrick Mamindy-Pajany, Paul-Franco Técher, Cyrille Hamilcaro).



Maurice Gironcel et les participants du premier Conseil d'administration de SIDELEC Réunion suivant les municipales.

Nos peines

A Salazie Village, Rene Maillot n'est plus

René Maillot dit René Arsène n'est plus. Il s'est éteint ce dimanche à la suite d'une longue maladie. Il avait 77 ans. Agriculteur de profession, René aura été durant toute sa vie un travailleur modèle, infatigable, et très attaché à la terre, mais aussi un homme d'une très grande discrétion apprécié de ceux qui l'ont connu ou côtoyé. Une discrétion qui ne lui avait jamais empêché d'exprimer fièrement sa fidélité au PCR. René a été des décennies durant, au Village, l'un des rares abonnés à "Témoignages". C'est son journal, d'ailleurs, que je lisais dans les années 60. J'avais 10-12 ans. Je garde toujours en mémoire aussi, ces

deux magnifiques meetings tenus chez lui, à l'entrée de Salazie, avec Paul et Laurent Vergès. Faits exceptionnels au Village! Et nous les devons à René. Cela faisait quelque temps déjà que son état de santé s'était dégradé. Il s'en est donc allé. Ses obsèques ont eu lieu ce lundi 21 avril à Salazie, en présence de nombreux proches. A son épouse Anne, ses enfants, Murielle et Patrick, à sa famille et connaissances, je renouvelle ici mes condoléances. Je perds, à Salazie, un ami, un camarade, le PCR un de ses fidèles. Adieu Camarade.

Paul Dennemont

Austérité à 2 vitesses

Bruxelles, c'est à dire des «bureocrates-technocrates» non élus, dont on ignore l'identité, demande à la France de faire des économies. Et comme par hasard, ce n'est pas sur le capital, sur les bénéfices énormes des grosses entreprises qu'on va trouver l'argent mais sur les retraites, les fonds de pension, les allocations, les traitements de fonctionnaires, certaines aides sociales, comme par hasard, on va faire trinquer les plus défavorisés et ceux qui bossent. C'est tellement plus facile et évident que ça dure depuis des années sous Sarkozy et Hollande. Car la France, en bon petit soldat, obtempère sans récriminer et le nouveau premier ministre, au lieu de chercher des solutions innovantes et démocratiques, va essayer de dénicher 50 milliards en raclant sur les

revenus de certains Français «vaches à lait» qui peuvent bien faire un effort, eux, alors que les patrons encaissent des aides plus que substantielles du même gouvernement dit de gauche, dit socialiste.

En même temps, ce gouvernement qui prône l'austérité et la rigueur pour les travailleurs et les plus modestes, va débours sans compter pour la financement exorbitant de la future route du littoral. En effet, à une question du député Thierry Robert, mettant en cause le coût astronomique de cette route, la nouvelle ministre des DOM a défendu bec et ongles le soutien de l'état pour a-t-elle déclaré «une route indispensable dont le chantier est en plein développement». La ministre doit avoir des informations qui nous échappent car les Réunionnais n'ont pas encore découvert ce fameux chantier. Le gouvernement dit socialiste n'a décidément pas fini de nous conforter dans notre désillusion.

Marie- Héléne Berne

Voici des extraits du discours prononcé par Maurice Gironcel, juste après son élection à la présidence du SIDELEC Réunion.

L'élection de ce jour m'engage à respecter l'identité de cette future assemblée dans toutes ses composantes, dans toute sa diversité, dans le cadre d'une gouvernance partagée, fidèle à une démarche que j'ai pu expérimenter à la Cinor et qui nous a valu bien des réussites.

Mes maîtres mots seront: écoute, concertation maximale, prise en compte des projets prioritaires, accord, plan d'actions, programme pluriannuel d'investissement, mise en oeuvre du programme.

Au niveau du SIDELEC, qui se place comme acteur majeur en termes de développement durable, nous devons dans l'avenir, faire plus pour offrir aux communes, la mutualisation de compétences en matière

l'utilisation du biogaz. Deux dispositifs qui sont autant de jalons sur la diminution de l'utilisation de l'énergie fossile.

-De fait, après avoir été récompensée par son premier Ruban de Développement Durable 2009-2011 pour toute sa démarche énergie renouvelable, la ville a de nouveau été distinguée par le Ruban pour la période de 2011-2013 pour avoir atteint l'autosuffisance énergétique pour l'ensemble de ses habitants grâce aux équipements de production en énergie propre éolienne et photovoltaïques.

Ce projet de développement durable porté par la ville et reconnu exemplaire sur le plan national, je souhaite le partager avec toutes les villes de La Réunion et le SIDELEC en tenant compte des adaptations nécessaires.

Car si aujourd'hui, sur le plan régional, La

Au service du développement durable

d'éclairage public.

De même, nous devons avancer encore plus vite sur les divers projets. (...)

Nous avons les moyens de mettre en place un vrai projet régional dont l'importance devra se mesurer aux avancées concrètes. Je ne développe pas le sujet du développement durable par hasard.

A Sainte-Suzanne, nous portons un projet territorial de développement durable de Sainte-Suzanne qui a officiellement été reconnu en 2013 Agenda 21 local France par décision ministérielle.

Sainte-Suzanne constitue aujourd'hui un modèle à La Réunion.

- C'est sur son territoire qu'est installé le premier projet réunionnais de ferme composée de 37 éoliennes.

- C'est dans les hauts de Sainte-Suzanne qu'est implantée l'unité de stockage de déchets non inertes (ISDEN) valorisant

La Réunion connaît un ralentissement de la consommation électrique dans les foyers, lié aux actions de sensibilisation à la maîtrise de l'énergie, à savoir notamment la mise à disposition de lampes basse consommation, des coupes-veilles et des installations de chauffe-eau solaires ... Et que la production photovoltaïque

continuait sa croissance pour une production dépassant les 66 GWh, on peut encore faire mieux dans le cadre de la production électrique émanant des énergies renouvelables.

Je veux, au sein cette assemblée, insister sur le sens de mon engagement devant vous et auprès de vous. Vous dire que nous pouvons et devons mettre notre énergie commune et nos compétences au service du développement dans un esprit de partenariat et de concertation dans le cadre d'un projet partagé par tous.

4 ans pour rien à la Région

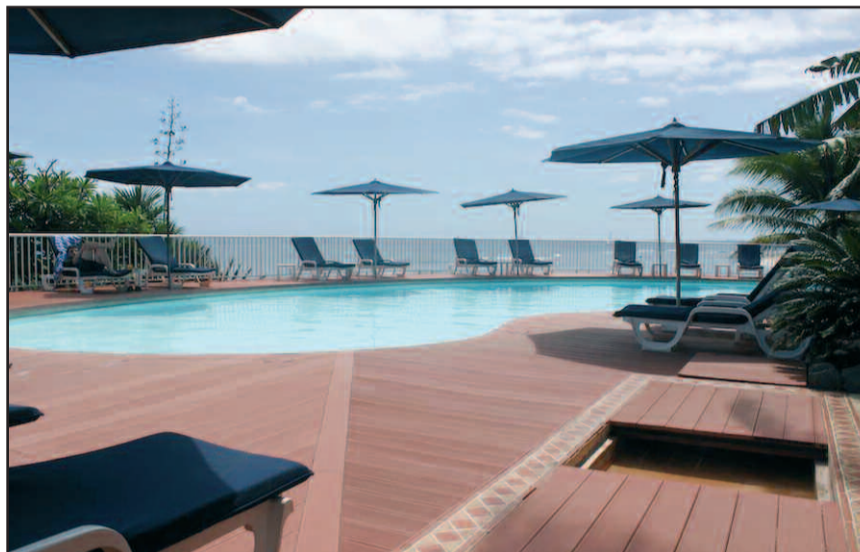
Grave crise du tourisme à La Réunion : où sont les 600000 touristes promis par Didier Robert ?

Les derniers chiffres de la fréquentation touristiques ramènent La Réunion à 2009-2010. Malgré les moyens supplémentaires considérables, Didier Robert est incapable de faire mieux que ses prédécesseurs.

600.000 touristes et 20.000 emplois créés: c'est pour cela que des Réunionnais ont élu Didier Robert à la tête de la Région en 2010. 4 ans après, la réalité est loin des promesses.

En effet, la dernière publication de l'INSEE rend compte de la fréquentation touristique en 2013. Elle note un nouveau recul. 416.000 touristes en 2013, il manque presque 200.000 pour que la promesse soit respectée. La baisse est près de 7%. La fréquentation retrouve son niveau de 2009-2010. Didier Robert est donc incapable de faire mieux que ses prédécesseurs, alors qu'il a consacré au tourisme des moyens sans précédent.

La chute est générale, elle concerne non seulement les Européens mais surtout ceux venus d'autres continents. Voilà qui donne une évaluation sans concession des opérations «bat'karé» de la Région à Adélaïde en Australie, de la "ronde des régions" en France, des millions



Mais où sont les touristes promis ? (photo C.F.)

engloutis dans l'IRT.

Rappelons qu'en 2010, le tourisme a été déclaré priorité régionale. Mais les promesses et la com' ne résistent pas à la réalité. Cela donne

à réfléchir. Qui peut encore croire ce que dit Didier Robert?

M.M.

Communiqué de l'INSEE

«Une baisse de la fréquentation liée à un marché métropolitain en berne»

Avec 416 000 touristes extérieurs en 2013, la fréquentation touristique à La Réunion retrouve le niveau des années 2009-2010. Elle recule de 6,8% en 2013 après -5,3% en 2012 et une année record en 2011. Depuis cette date, l'image de La Réunion est affectée par des attaques de requins largement reprises par les médias nationaux.

L'absence de compagnie aériennes étrangères ou la présence de visas obligatoires pour les ressortissants des pays de la zone océan Indien et des pays émergents tels que l'Inde ou la Chine peuvent également être un frein au développement du tourisme à La Réunion. La destination Réunion demeure néanmoins très appréciée par les visiteurs: 96% des touristes jugent positivement l'intérêt de la destination et 94% sont satisfaits ou très satisfaits de l'accueil en 2013.

Les touristes métropolitains sont moins nombreux

Les touristes en provenance de France métropolitaine restent largement majoritaires (quatre touristes sur cinq); ils sont cependant venus moins nombreux qu'en 2012 (-5%). Ce recul explique 61% de la

baisse de la fréquentation en 2013. La clientèle métropolitaine diminue également à destination de Maurice (-5%, avec 245 000 arrivées), mais progresse aux Seychelles sur des volumes beaucoup plus faibles cependant (+11% avec 35 800 arrivées).

À La Réunion, la fréquentation des autres touristes européens diminue également (-8%) alors que le nombre de touristes en provenance de la zone océan Indien se stabilise. Le nombre de touristes en provenance des autres pays, hors Europe et hors océan Indien, chute fortement (-45%), surtout en raison de l'arrêt de la desserte aérienne vers l'Océanie au 3e trimestre 2012.

Des touristes moins nombreux quel que soit le motif de leur visite

Le tourisme d'agrément, qui est motivé essentiellement par la découverte de l'île, recule de 7% (-11 900 personnes). Ce motif de visite représente 40% de l'ensemble des touristes. Le tourisme affinitaire, motivé principalement par la visite de parents ou amis résidents à La Réunion, diminue également de 6%. Le tourisme d'af-

aires chute de 17% après avoir plutôt bien résisté en 2012.

Les gîtes et maisons d'hôtes résistent bien

Malgré la baisse du tourisme d'agrément, la fréquentation de l'hébergement marchand diminue peu (-1%). Les hôtels et les résidences de tourisme subissent particulièrement la désaffection des touristes (-12%) mais les autres modes d'hébergement marchand (gîtes, locations, refuges, etc.) augmentent de 9% en 2013. Le nombre de visiteurs ayant choisi de résider principalement en gîtes ou en maisons d'hôtes progresse ainsi de 18%; la location meublée résiste bien également (+2%).

Des dépenses moyennes par touriste en hausse

Les touristes ont dépensé 303 millions d'euros durant leur séjour, soit 4% de moins qu'en 2012. En revanche, la dépense moyenne par personne (729 euros) augmente de 3% en 2013. La dépense moyenne par ménage atteint ainsi son plus haut niveau avec 1 313 euros.

Otè!

Parl listwar ou parl pa listwar ?

Mi vé pa rakont zistwar; konm i di in rakontèr d zistwar, i koz si in nafèr invanté, po fé ri la bous, sinon sa po fé rev a ou, ou bien zistwar po marmay; zistwar po fé pèr marmay; zistwar bebèt la nuit, konm soval i lè v minuit Ravine Zan Payèt din touf vétivèr: tokotok, tokotok, tokotok...

Non, mi vé koz listwar in péi, in mouvman politik, in rolizion, in pèp!

Pèp marokin, alzérien, indochinoi, malgas, morisien, séséloi, réyoné.

Moin, mi pans si i amont listwar marmay lékol, dawar sa in nafèr inportan po la formasyon son léspri!

Par égzanp, konèt koman tèt out tèt gèr la komansé, po kosa; po larzan, lékonomi, kes-tionn frontièr? In anvì rogroup plisir péi ansanm? Ou té vé fé in gran fédérasyon téri-toir?

Té in gèr tribal, rasial, kolonial? Ou té vé dominé?

Mi inm bien kan bann zansien kamarad i koz si listwar nout parti; tèt vil, tèt ané, navé in tèt.

Sinon sa, li aprann a ou, sèt ané la, lavé fé in gran grèv premié mé... antr dé tour zéléksyon; lo mouvman la si télman fé bouzé ke la fé sanz lo rézilta; lo parti progresis la avansé.

Nou la ranport la viktoir si tèt vil, tèt vil é ankor tèt vil!

Sa listwar nou la bézoin konèt zordi.

Koman nout bann kamarad avan nou la fé po ranport tèt avansé politik, sosial kan sé pa kiltirèl!

Ogard maloya! Zot i kroi an 1950, navé maloya partou, konm zordi? Ditou; té minm interdi si la plas piblik!

Rod pa aköz: lo pouvoir santral la pèr si ni koz kréol, si nou éksprim nout mizik, nout dans, nou va fé révolisyon? Zot la pèr zélèv i ginyra pi aprann fransé, langlé, lalman? Ekout bien; dan vin, trant tan, somanké sé pi bann lang éropéèn i domine dan nout lékonomi! Somanké sé malgas ki fo aprann dan nout rézion, lang zindien, sinoi, larab! Alor, i fo parl listwar ou i fo pa parlé?

Justin